

**Congo. U.N. Advisory
Committee on the Congo -
correspondence, statements,
p...**

HS L 179:152



Day Hammarshjöld's saml.

Congo - 1960

11-13 Oct.

- a) Kasavubu, Joseph (President of the Congo)
- 1 cable to D.M.
 - 1 cable from D.M.
 - 1 cable to the President of the Gen. Assembly
- b.) Statement by Mr. Dayal (Special Represent.
in Leopoldville)

12 October 1960

Note by the Secretary-General to the Members of the United Nations
Advisory Committee on the Congo

The Secretary-General wishes to transmit to the members of the United Nations Advisory Committee on the Congo, for their information, the following three communications:

1. Cable, dated 11 October 1960, addressed to the Secretary-General by Mr. Kasavubu, President of the Republic of the Congo, Mr. Bomboko and Colonel Mobutu:

"Peuple congolais proteste contre ingérence troupes de l'ONU affaires intérieures République Congo. Autorités judiciaires congolaises ont délivré un mandat d'arrêt contre Monsieur Lumumba. Représentant ONU Leo s'oppose exécution ordre autorités judiciaires. Honneur vous informer notre volonté maintenir ordre et faire respecter lois notre pays. Attirons votre sérieuse attention sur gravité situation. Autorités congolaises décidées faire respecter ordre parquet. Armée nationale congolaise prête appui autorités. Craignons généralisation conflit à travers Congo. Lumumba a commis crimes droit commun et doit faire objet poursuites judiciaires. Congo pays indépendant souverain et compte le rester. Il ne pourra admettre aucune forme de tutelle.

Kasavubu Président Etat
Bomboko Commissaire Général
Mobutu Colonel Chef Etat Major"

2. Statement dated 11 October 1960, by Mr. Dayal, Special Representative of the Secretary-General in Leopoldville:

"The principal political dignitaries of the Central Government have long enjoyed the protection of a United Nations guard without consideration as to where each stood in the political crisis; or in relation to each other. As a neutral in the ^{internal} political crisis, the United Nations cannot change the orders of the guard to facilitate the service of a warrant of arrest which is not prima facie valid. This would especially appear to be the case when a warrant is expressly issued against a Deputy without prior compliance with the Fundamental Law from which the warrant purports to derive its authority. In particular, it may be remarked that special procedures require parliamentary approval prior to the arrest of a member of parliament. These were designed for the protection not of individuals but of parliament itself and, with it,

the protection of the balance and fabric of the State. It will be recalled that when the Congolese national army stepped on to the political scene, it was emphasized that this action was intended only as a temporary measure to promote a political settlement on a nation-wide basis. It is difficult to reconcile with that aim any attempt to carry out an act of political violence, such as the seizure of a political figure, without due process of law. This does not in any way qualify the United Nations principle of non-interference in internal affairs, including acts of procedure which are prima facie valid."

3. Cable, dated 12 October 1960, from the Secretary-General to Mr. Kasavubu, President of the Republic of the Congo:

"I wish to acknowledge receipt of the cable dated 11 October which Your Excellency, together with Mr. Bomboko and Colonel Mobutu, addressed to me. I am certain that the statement made by my Personal Representative, Mr. Rajeshwar Dayal, on the subject raised in your cable has been brought to your attention.

When Mr. Bomboko raised objections to the stand taken on this issue by the United Nations Representative, it was referred to me. I now wish to state to Your Excellency that this stand has my full personal approval as it is fully in line with the policy consistently followed by the UN in its task of impartially maintaining law and order; in this context the UN has given the principal political dignitaries the protection of a UN guard which indeed now several of them, irrespective of position or orientation, have enjoyed for some period of time. It is obvious that the UN cannot change the orders of the guard for the purpose of facilitating the service of a warrant of arrest which is not prima facie valid."

13 October 1960

Note by the Secretary-General to the Members of the United Nations
Advisory Committee on the Congo

The Secretary-General wishes to transmit to the members of the United Nations Advisory Committee on the Congo, for their information, the following communication:

Cable, dated 13 October 1960, addressed to the President of the General Assembly by Mr. Kasavubu and Mr. Bomboko: (see page 5 for English translation)

- "1. Malgré nos télégrammes des 15 et 19 septembre au Secrétaire général ONU nous constatons une nouvelle fois que ONU s'oppose à exécution d'une poursuite judiciaire parfaitement légale alors qu'exécution d'un devoir judiciaire constitue affaire typiquement et exclusivement intérieure et que Charte interdit à ONU s'immiscer dans affaires intérieures d'un pays indépendant.
- "2. Le 15 septembre dernier contingent militaire Ghanéen avait déjà empêché arrestation judiciaire parfaitement régulière. Il fut ensuite déclaré par vos représentants à Léopoldville que ONU ne s'opposerait plus à exécution mandat d'amener délivré régulièrement par autorité judiciaire compétente et qu'au contraire elle faciliterait cette exécution. Dès lors opposition d'ONU hier à exécution mandat d'amener délivré contre Monsieur Lumumba par substitut du Procureur Général et sur ordre de ce dernier nous est totalement incompréhensible. Votre Représentant d'abord exige que mandat d'amener soit également signé par Chef Etat, ce qui est illégal car d'après lois du Congo comme dans les autres pays mandat d'amener est délivré par seul magistrat du parquet. Nous avons accédé à cette exigence illégale. Votre Représentant a ensuite invoqué immunité parlementaire Deputé Lumumba alors qu'il n'appartient pas à ONU d'interpréter nos lois et qu'ailleurs d'après Article 66 Loi Fondamentale immunité parlementaire ne couvre pas flagrant délit. Or Monsieur Lumumba est poursuivi par justice pour nombreux délits de droit commun, notamment séquestration criminelle prolongée sans boire ni manger de nombreux congolais dans caves de sa maison, par exemple Monsieur Bundebele Alois, Commandant d'aéroport de Léopoldville, séquestration suivie de mort pour certains non encore identifiés. Autres délits consistent par exemple à usurper depuis sa révocation fonctions Premier Ministre, Article 123 Code pénal, à avoir fait arrêter Ministre Delvaux le 7 septembre alors qu'en aucun cas Ministre Gouvernement Central ne peut être poursuivi sans autorisation d'une des Chambres, Article 40 Loi Fondamentale, et d'avoir à nombreuses reprises et encore le 9 octobre soulevé publiquement population contre les pouvoirs légaux et les autorités civiles et militaires établies Articles 186 et suivants Code pénal. Il n'est même pas besoin être juriste pour comprendre caractère flagrant de ces crimes et délits. Par son opposition par la Force ONU se fait ainsi directement complice de crimes de

droit commun et encourage indirectement rarissimes partisans Lumumba à continuer actes banditisme et terrorisme. Entravant ainsi marche normale des tribunaux et contribuant au chaos dans Congo, ONU n'a pas lieu être fière devant opinion publique congolaise et internationale.

"3. Attitude ONU nous étonne d'autant plus que votre Représentant Spécial à Léopoldville a agi à l'inverse dans nombreuses circonstances où il s'agissait pourtant protéger légalité. Entre autres exemples, Forces ONU ont assisté impassibles à massacres milliers civils non armés, hommes, femmes et enfants à Bakwanga alors que cette inertie coupable est passible sanctions pénales dans nombreux pays. Le 7 septembre, ONU a refusé protection à Ministre Affaires Etrangères Bomboko poursuivi malgré immunité ministérielle par soldats envoyés par Lumumba. Vous signalons encore que lors arrestation parlementaires Bolikango, Fele et d'autres, ONU ne s'est nullement souciée de savoir si ces arrestations étaient légales alors qu'elles soulevaient vive émotion parmi population.

"4. De tout ce qui précède, il résulte à l'évidence qu'attitude adoptée hier par ONU témoigne soit d'une mauvaise foi caractérisée, soit d'une ignorance non moins caractérisée de nos lois, soit de mobiles inavoués de politique internationale qui vont à l'encontre intérêts vitaux Congo.

"5. Dans cadre de deuxième hypothèse, tenons à vous informer que contrairement à conception anglo-saxonne, c'est le Chef d'Etat qui au Congo, comme en Belgique, nomme effectivement les Ministres, les révoque ou accepte leur démission. Rôle des chambres consiste à accorder ensuite ou à refuser leur confiance au Gouvernement ainsi nommé. Gouvernement doit se présenter devant chambres dès que possible mais parfois circonstances empêchent nouveau gouvernement de se présenter avant un certain délai. Par exemple, actuel Gouvernement belge ne s'est présenté devant chambres que trois semaines après sa formation. Dès sa formation et dès avant de se présenter devant Parlement Gouvernement est investi de toutes ses attributions et a comme devoir strict maintenir et au besoin rétablir ordre. Cette conception est celle de notre Loi Fondamentale qui nous a été donnée par nos délégués à table ronde et par Parlement belge. Vous signalons ici que peuple congolais possède inné sens aigu de la légalité et des lois écrites. Vous signalons que conception constitutionnelle précitée étant combattue par Monsieur Lumumba aidé par pays étrangers et que les chambres étant dès lors en pleine confusion, il a paru nécessaire le 14 septembre d'ajourner les chambres pour un mois. Depuis lors, armée est intervenue et a imposé un Conseil de Techniciens jeunes universitaires aussi compétents que dévoués à la chose publique. Cet état de fait est entré dans l'état de droit par le Décret-loi constitutionnel

du 11 octobre 1960 qui jusqu'à l'accomplissement de la mission du Conseil des commissaires généraux suspend l'activité des chambres et du gouvernement légal de Monsieur Ileo et confie au conseil précité la fonction législative des premières et le pouvoir exécutif du second, les pouvoirs de Chef de l'Etat demeurant inchangés. Pour le surplus, les lois fondamentales et le restant de la législation sont maintenus en vigueur. Dès que possible, le Décret-loi constitutionnel sera abrogé et les chambres et le gouvernement légal rétablis dans l'exercice de leurs attributions. Ce rétablissement sera fixé au moment opportun par Chef Etat et Conseil Commissaires Généraux en dehors de toute ingérence ou pression des puissances étrangères et en particulier de l'ONU.

"6. Si l'attitude ONU hier est dictée par impératifs politique internationale, nous tenons à faire observer (1) que maintien du poste de Secrétaire général unique ONU ne peut se faire en contrepartie protection d'un homme au Congo au mépris aspirations et intérêts majeurs du peuple congolais et à l'encontre de ses lois et institutions; (2) que en Afrique, les pays qui veulent à tout prix et de façon si intéressée protéger un seul homme ici sont une infime minorité à côté des autres états indépendants; (3) que parmi les pays asiatiques, le Président de l'Inde comprenait parfaitement position peuple congolais lorsqu'il déclarait tout récemment à l'ONU que le Congo ne pouvait être placé sous la tutelle d'aucun pays étranger ni sous celle de l'ONU: (4) que nous sommes avant tout congolais et ensuite seulement Africains.

"7. Estimons devoir nous informer une fois encore que notre acte légal d'autorité du 5 septembre ne signifie nullement, contrairement à ce que pensent beaucoup d'étrangers de façon superficielle et simpliste, la rivalité entre deux hommes mais traduit aspiration vitale de la masse de la population à jouir des libertés publiques et de l'autonomie provinciale consacrées par nos deux Lois Fondamentales, à stopper net la montée progressive et sûre de la dictature et des méthodes d'oppression et d'asservissement de l'individu que certains pays lointains connaissent mais que l'âme bantoue réprouve; à voir enfin le Gouvernement s'atteler aux vrais problèmes: le chômage, l'éducation, la réouverture des entreprises etc. et non à se borner à faire de grands voyages, des discours aussi grandiloquents que creux et même à rechercher la gloire militaire dans la guerre civile. Vous aurez constaté que la province orientale que certains croyaient gangrenée jusqu'à l'os est en train d'opérer d'elle-même son redressement in extremis.

"8. En conséquence (1) nous élevons une dernière et solennelle protestation contre ingérence inadmissible et même ridicule de ONU dans affaires purement internes et surtout judiciaires de l'Etat indépendant du Congo; (2) plus précisément n'admettons pas que ONU se mêle de discuter l'interprétation de nos lois internes ni qu'elle entrave scandaleusement fonctionnement régulier de la justice ni qu'elle empêche solution régulière des difficultés actuelles conformément à nos aspirations et à nos institutions; (3) vous demandons adjoindre à Représentant ONU à Léopoldville un jurisconsulte quelque peu capable; (4) si Représentant ONU à Léopoldville n'est plus maître hier aujourd'hui ou demain des contingents militaires de certains pays, nous dénonçons agression et invasion territoire congolais par ces pays et adjurons ONU prendre immédiatement mesures qui s'imposent. De son côté armée congolaise prendra ses responsabilités; (5) vous informons que nous sommes résolus à défendre jusqu'à la dernière énergie l'indépendance chèrement acquise de notre pays et à rejeter tutelle sous toutes ses formes et venant de n'importe quelle puissance.

Le Président de la République du Congo
Joseph Kasavubu

Le Président du Conseil des Commissaires
généraux et Commissaire général aux affaires
étrangers
Justin Bomboko"

Following is English translation of the above-mentioned cable dated 13 October addressed to the President of the General Assembly by Mr. Kasavubu and Mr. Bomboko:

"1. Despite our cables dated 15 and 17 September to the Secretary-General of the United Nations, we note that the United Nations is again impeding the execution of judicial proceedings which are completely legal, although the discharge of a legal function is essentially and exclusively a domestic matter and the Charter prohibits the United Nations from intervening in matters within the domestic jurisdiction of an independent State.

"2. Already on 15 September 1960 a Ghanaian military detachment prevented an arrest which was legally entirely in order. Your Representatives at Leopoldville then stated that the United Nations would not oppose the execution of a warrant for arrest duly issued by the competent judicial authority and would, on the contrary, facilitate its execution. The opposition offered yesterday by the United Nations to the execution of a warrant for the arrest of Mr. Lumumba issued by the Deputy Attorney-General and on the orders of the Attorney-General is therefore completely incomprehensible to us. Your Representative first demanded that the warrant for arrest should also be signed by the Chief of State, which is illegal for, under the laws of the Congo as of other countries, a warrant for arrest is issued solely by a magistrate of the Parquet. We complied with this illegal request. Your Representative then invoked Lumumba's parliamentary immunity as a deputy, whereas it is not for the United Nations to interpret our laws and, furthermore, under article 66 of the Basic Law, parliamentary immunity does not cover flagrant délit. Mr. Lumumba is liable to prosecution for a number of offences under the ordinary law, in particular, for the criminal and prolonged confinement without food or drink of a large number of Congolese in the cellars of his house, for example, Mr. Lois Bundebele, Director of the Leopoldville Airport, a confinement which resulted in death for a number of still unidentified individuals. Other offences are, for instance, the usurpation of the functions of Prime Minister after his dismissal (article 123 of the Penal Code), the issuing of orders for the arrest of Minister Delvaux on 7 September despite the fact that in no circumstances may proceedings be taken against a Minister of the Central Government without the authorization of one of the Chambers (article 40 of the Basic Law). He has also on many occasions and in particular on 9 October publicly incited the population against the legally constituted powers and the established civil and military authorities (articles 186 et seq. of the Penal Code). It does not take

a lawyer to appreciate the flagrant nature of these crimes and offences. By offering forcible opposition, the United Nations is directly conniving at crimes under the ordinary law and is indirectly encouraging Lumumba's few supporters to continue acts of banditry and terrorism. By thus impeding the normal operation of the courts and contributing to the chaos in the Congo, the United Nations is discrediting itself in the eyes of Congolese and international public opinion.

"3. The United Nations attitude astonishes us all the more in that your Special Representative at Leopoldville has acted to the contrary in many instances in which it was nevertheless a matter of protecting law and order. Among other examples, United Nations forces have looked on impassively at the slaughter of thousands of unarmed civilians, men, women and children, at Bakwanga, whereas this culpable inertia is liable to criminal penalties in many countries. On 7 September the United Nations refused protection to the Minister for Foreign Affairs, Bomboko, pursued despite ministerial immunity by soldiers sent by Lumumba. We also point out to you that upon arrest, Parliamentarians Bolikango, Fele and others, United Nations took no trouble to ascertain whether those arrests were legal whereas they aroused keen feelings among the population.

"4. From all the foregoing it is plain that the attitude adopted yesterday by the United Nations indicates either marked bad faith, or no less marked ignorance of our laws, or unacknowledged motives of international policy which run counter to vital Congolese interests.

"5. With regard to the second hypothesis (above), we wish to inform you that contrary to Anglo-Saxon principle it is the Chief-of-State who, in the Congo as in Belgium, effectively appoints Ministers, dismisses them or accepts their resignation. The role of the Chambers is thereafter to extend or refuse their confidence to the Government so appointed. The Government must present itself before the Chambers as soon as possible but sometimes circumstances prevent a new government from presenting itself before some time has passed. For example, the existing Belgian Government did not present itself before the Chambers until three weeks after being formed. Immediately upon its formation, and even before presenting itself to Parliament, the Government is invested with all its powers and has as strict duty the maintenance and, if necessary, restoration of order. This principle is that of our basic law which was given to us by our delegates to the round-table conference and by Belgian Parliament. We point out to you here that the Congolese people possess an innate keen sense of legality

and of written laws. We point out to you that aforesaid constitutional principle was fought by Mr. Lumumba, aided by foreign countries, and that the Chambers being by then in complete confusion it was found necessary on 14 September to adjourn the Chambers for a month. Since then, the Army has intervened and has imposed a Council of young university technicians as competent as they are devoted to the public service. This de facto situation became de jure through the Constitutional Legislative Decree of 11 October 1960 which, until the Council of General Commissioners completes its task, suspends the activity of the Chambers and of Mr. Ileo's lawful Government and confers on the aforesaid Council the legislative function of the former and the executive power of the latter, the powers of the Chief-of-State remaining unchanged. In other respects, the basic laws and the remainder of the legislation are maintained in force. As soon as possible, the Constitutional Legislative Decree will be repealed and the Chambers and the lawful Government reinstated in the exercise of their powers. This reinstatement will be fixed at the appropriate time by the Chief-of-State and the Council of General Commissioners independently of any interference or pressure from foreign Powers and, in particular, from the United Nations.

"6. If the negative attitude of the United Nations is dictated by necessities of international policy, we should like to point out: (1) that retention of the post of a single Secretary-General cannot be set off against protection of an individual in the Congo in defiance of the aspirations and vital interests of the Congolese people and contrary to its laws and institutions; (2) that in Africa the countries which are anxious at all costs and in so self-interested a manner to protect one single individual here are a tiny minority in relation to the other independent States; (3) that among the Asian countries, the President of India fully understood the position of the Congolese people when he said just recently in the United Nations that the Congo could not be placed under the trusteeship of any foreign country nor of the United Nations; (4) that we are first and foremost Congolese and only secondarily Africans.

"7. We feel we must inform you once again that our lawful act of authority of 5 September does not in any sense imply - in spite of the superficial and naive notion of many foreigners - rivalry between two men but is the reflection of the fundamental aspirations of the mass of the people to enjoy the public freedoms and provincial autonomy laid down in our two basic laws; to put an abrupt stop to the steady, gradual rise of dictatorship and methods of oppression and subjugation of the individual well-known to

certain far-off countries but distasteful to the Bantu mentality; to see the Government cope with the real problems of unemployment, education, re-starting of undertakings, etc. instead of merely taking long trips, making high-sounding, hollow speeches and even seeking military glory in civil war. You will have noticed that the Eastern Province, believed by some to be rotten to the core is on the way to recovery by its own efforts.

"8. Consequently, (1) we raise one final, solemn protest against the unacceptable not to say ludicrous interference of the United Nations in the purely internal and largely judicial affairs of the independent State of the Congo, (2) more specifically, we do not admit the right of the United Nations to intervene by discussing the interpretation of our domestic laws, to hamper in an outrageous manner the regular functioning of justice or to hinder the orderly solution of the present difficulties in accordance with our aspirations and our institutions, (3) we request that a legal office of some ability be attached to the United Nations Representative at Leopoldville, (4) if the United Nations Representative at Leopoldville is no longer capable today or tomorrow of controlling the military contingents of certain countries, we denounce the aggression and invasion of the Congolese territory by these countries and urge the United Nations immediately to take the measures called for. On its side, the Congolese army will accept its responsibilities, (5) we wish to inform you that we are resolved to defend to the bitter end the independence obtained so dearly by our country, and to reject trusteeship in whatever form and from whatever Power it emanates.

Joseph Kasavubu
President of the Republic of the Congo

Justin Bomboko
President of the Council of Commissioners
General and Commissioner General for
Foreign Affairs"